CONVENTION NATIONALE.

PÉTITION

DE LA

SOCIÉTÉ DE LA LIBERTÉ

Sur le rapport du décret du 7 septembre, qui étendoit aux Anglois les mesures prises contre les étrangers Espagnols, &c.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

LÉGISLATEURS,

Les amis de la liberté ne viennent plus, comme au 31 mai, vous dénoncer des conspirateurs; ils viennent, au contraire, vous mettre en garde contre vos propres vertus.

Vous avez, le 7 de ce mois, rendu un décret immortel, qui devoit, en déjouant toutes les intrigues, assurer pour jamais la liberté de la République.

Par ce décret célèbre vous rendiez communes aux Anglais & à tous les esclaves qui nous assiégent les mesures prises contre l'orgueilleux & lâche Espagnol.

Ce décret qui anéantissoit les ennemis de la liberté, faisoit la joie de tous les Français dignes de ce nom.

Vous l'avez renvoyé à votre comité des finances pour en organiser le mode & en déterminer le mouvement; mais votre comité, s'éloignant du but sacré qui lui étoit confié, s'est permis de raisonner sur le fond de la loi. Aussitôt tous les intriguans, tous les frélons de la République ont assiégé ses séances; &, par des raisonnemens erronnés ou captieux, lui ont prouvé que cette loi pouvoit être dangereuse.

Vous avez révoqué votre décret, & c'est sur ce rapport que nous osons vous proposer quelques réflexions.

Citoyens, il est temps de rompre ouvertement avec tous nos ennemis; il est temps de faire cesser cette lutte outrageante des tyrans contre la liberté; il est temps enfin que nous démontrions à l'Europe entière que nous voulons être libres.

Non loin de nous existe une île fameuse par son industrie & par ses forfaits. L'Angleterre est aujourd'hui le repaire des émigrés & des principaux brigands de l'Europe; c'est de ce lieu funeste que s'exhalent tous les complots & toutes les trahisons dont tant de fois nous avons été la victime. Pitt, l'infame Pitt, est l'ame de toutes ces intrigues.

Vous avez déclaré que Pitt étoit l'ennemi de l'humanité, & cependant Pitt est le commandant-général de la horde infernale que vous avez rétablie dans tous ses droits; c'est-à-dire que, sans y penser, vous avez ajourné la révolution jusqu'au moment terrible où le peuple,

fatigué de tant de forfaits, par un mouvement subit & spontané doit enfin se défaire de tous ses ennemis.

Législateurs, nous osons vous le dire : le rapport du décret du 7 est le plus court chemin de la contre-révolution ; il doit livrer les patriotes à la calomnie, aux intrigues & au fer des assassins.

Le rapport de ce décret doit ramener la famine, & provoquer les plus grands efforts de la part de nos ennemis.

Si vous les remettez dans la société, si vous leur rendez l'usage de leurs moyens perfides, il n'y a plus à choisir : il faut qu'ils égorgent le peuple & la liberté, ou qu'ils soient eux-mêmes massacrés par le peuple. C'est donc au nom de l'humanité que nous vous conjurons de maintenir votre décret du 7.

Citoyens, après quatre ans de révolution il est temps de fixer nos destins. Ce n'est point avec de l'or; ce n'est point avec des combinaisons mensongères, que nous pouvons assurer la liberté : c'est en rompant avec tous nos ennemis.

La France peut suffire à tous ses besoins. Délivrez-nous donc de l'or & des vices du monde entier : qu'un désert immense nous sépare de tous ces esclaves superbes qui vont mendier le superflu aux pieds des tyrans : alors nous serons peu riches ; mais, au moins, nous serons libres & égaux.

Qu'on ne vienne donc plus nous parler en termes emphatiques de la balance du commerce : c'est par cette magie de mots qu'on surprend l'entendement & la bonne-foi des hommes les plus purs.

On a dit, législateurs, que cette balance étoit dans la proportion la plus avantageuse pour nous : cette asser-

tion eſt une erreur ; car tout le fruit en retourne à l'Angleterre.

En effet, ſouvenez-vous des réclamations de Rouen & de tous les ports de France ſur le traité déſaſtreux conclu par Vergennes.

Souvenez-vous de l'immenſe quantité de cotonade, de draps anglais, de quincailleries, de vaiſſelles & de tant d'autres objets d'induſtrie qu'il a verſée dans notre commerce.

Souvenez-vous de l'inactivité de nos manufactures, de nos misères & des maux incalculables qui en ont été les triſtes conſéquences.

Dire que la balance du commerce eſt à notre avantage, eſt au moins une erreur qui peut ſe démontrer & par la différence de la population & encore par la différence du goût des deux nations pour les objets de luxe étranger, par le change & beaucoup d'autres moyens.

Le change eſt le thermomètre certain de la balance du commerce ; & cependant on a oſé compromettre la Convention, juſqu'à lui faire penſer que cette balance étoit à notre avantage. N'eſt-ce pas compromettre ſa dignité ? n'eſt-ce pas l'expoſer à la riſée des étrangers, que de laiſſer croire que la repréſentation nationale a pu être induite dans cette fatale erreur ?

Citoyens, au nom de la patrie, méfiez-vous des intrigans qui vous aſſiégent, car ils vous entourent de fauſſes lueurs.

Quel eſt donc l'homme aſſez ennemi de ſon pays, pour oſer aſſurer que la balance du commerce eſt à notre avantage, quand le change eſt à plus de deux cents pour cent de perte ? n'eſt-il pas évident, ou qu'ils parlent

de ce qu'ils n'entendent pas, ou qu'ils servent les projets liberticides de nos ennemis ?

Quoi ! c'est dans le moment où il faut trente mille francs pour en acquitter dix mille en Angleterre, qu'on soutient la balance du commerce à notre avantage !

Quoi ! c'est lorsque nos relations funestes avec l'Angleterre ont introduit la guerre civile & la disette dans nos foyers, qu'on ose en faire dériver quelques avantages pour la République ! Non, législateurs, vous n'y croirez pas ; vous sentirez le piége ; & reconnoissant les manœuvres de nos ennemis, vous maintiendrez votre décret du 7.

Il est donc constant que la balance est en faveur de l'Angleterre : mais en fût-il autrement, seroit-ce bien la règle sur laquelle de vrais républicains devroient se gouverner ?

L'Angleterre a de tout temps causé nos malheurs ; l'Angleterre, dans sa détresse, voudroit encore nous entraîner dans le gouffre de l'infame banqueroute qui doit la dévorer. Emule née de nos prospérités, elle a tout fait pour détruire notre commerce ; elle a porté des coups mortels à notre crédit.

Pitt a accaparé nos précédentes récoltes ; il a tenté d'infecter la circulation du commerce par une immense quantité de faux assignats.

L'Angleterre recèle aujourd'hui une grande partie de nos émigrés. C'est là que se méditent toutes les conspirations, toutes ces trames odieuses par lesquelles on voudroit anéantir la liberté. Londres est véritablement la Ténédos des alliés : c'est le quartier général d'où l'on inspecte toutes vos démarches, pour en tirer un parti plus certain.

Nos liaiſons politiques & commerciales ſont donc toutes à l'avantage de l'Angleterre : Hé bien, citoyens légiſlateurs, rompons pour jamais le nœud exécrable qui nous attache à cette puiſſance avilie. Portons à ſon induſtrie le coup mortel, en paralyſant ſes manufactures ; ceſſons toute eſpèce de relation avec ce peuple de courtiers, & arrêtons en même-temps toutes les ſommes dont nous demeurerons détenteurs à leur profit. Saiſiſſons tous ces hommes impurs vomis par Londres ſur cette terre de liberté, pour en infecter tous les canaux.

En rompant toute eſpèce de négociation avec l'Angleterre, vous portez le dernier coup à ſon induſtrie, & mettez cette rivale dangereuſe dans le plus grand embarras. L'inactivité du peuple anglais produira bientôt ſa misère : de-là les agitations, les révoltes ; de là la méfiance des capitaliſtes, la chute de la banque & la ſubverſion du gouvernement anglais.

Songez bien, légiſlateurs, qu'en adoptant les meſures que nous venons vous propoſer, vous enlevez à cette puiſſance perfide la fourniture de vingt-cinq millions d'hommes. Déclarez donc d'une manière ſolemnelle que non-ſeulement vous perſiſtez dans votre décret du 7, mais encore que vous rompez tout pacte public ou particulier avec l'Angleterre.

Faites plus : ajoutez à ces meſures politiques ce qui en eſt le complément naturel. Décrétez que toutes marchandiſes anglaiſes ſeront proſcrites, à partir du premier janvier prochain ; par là, non-ſeulement vous ruinez les manufactures anglaiſes, mais encore vous alimentez celles de la République, l'induſtrie & l'activité de ſes habitans.

Qu'on ne vous diſe plus, légiſlateurs, que les moyens de repréſailles offriroient à Pitt de nouvelles reſſources pour propager la guerre & les malheurs de l'eſpèce hu-

maine ; car ce feroit encore une erreur funefte. Pitt eft en poffeffion de ces mêmes dépôts que lui ont confiés les banquiers, les capitaliftes; & tous les malveillans de la France, & certes, foit qu'il les faififfe, foit qu'il les retienne à titre de confiance, il ne les fera pas moins fervir contre vous : ainfi, il eft donc bien clair que ce raifonnement ne feroit qu'un fophifme dangereux.

Perfiftez donc dans votre décret du 7 contre tous les étrangers, & particulièrement Aontre les anglais; rompez folemnellement tout commerce avec eux ; affurez-vous de leurs transfuges, & fur-tout profcrivez pour jamais tous les objets provenans de leur crû ou de leur induftrie.

Signé, LULIER.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.